

COMMUNIQUE DE PRESSE



Grenoble, le 2 juin 2016

Communiqué d'Eric Piolle, maire de Grenoble

Dans le cadre du Congrès des Maires qui se tient en ce moment à Paris, François Hollande a annoncé cet après-midi une diminution de moitié de l'effort demandé aux communes en 2017. Je me réjouis que le Président ait entendu les maires de France, largement mobilisés sur la question. Dès novembre, j'avais souhaité, à travers différentes mesures dont une « journée sans service public », alerter le gouvernement sur cette question.

Cette baisse des dotations reste considérable et continue de plomber profondément les capacités d'investissement des communes, participant ainsi à la hausse du chômage et aggravant la récession économique dans notre pays. Une étude de la Banque Postale de décembre 2015 souligne un effondrement de 21 % de l'investissement des communes depuis 2013 qui a perdu ainsi plus de 5 milliards d'euros. Dans le même temps, en 2015, le secteur des travaux publics a perdu 15000 emplois.

A Grenoble, d'ici fin 2017, les dotations Globales de Fonctionnement (DGF) de l'Etat à notre commune diminueraient de 17 millions € au lieu des 20 millions € initialement prévus, par rapport à 2013. Une baisse opportune mais clairement insuffisante. En effet, cette limitation de la baisse vient à peine compenser les hausses dues aux protocoles Lebranchu (revalorisation des grilles et augmentation de la valeur du point d'indice), qui coûteront à la Ville de Grenoble 3.4 millions d'euros en 2017.

Avant l'été, la Ville de Grenoble présentera aux Grenoblois la façon dont elle fera face à cette contrainte budgétaire majeure, en réorganisant les services publics de la commune.

Dans moins d'un an aura lieu l'élection présidentielle. Dans la campagne qui s'annonce dans les mois à venir, je souhaite la tenue d'un débat transparent et ambitieux sur la question des dotations aux collectivités territoriales, sur la vitalité des territoires et sur l'avenir des services publics.